

À propos du marché et de l'art.

Déjà dans les manifs des intermittents de l'été 2003, il y avait divergence entre nous, révélée par la nuance entre ces deux slogans : "la culture n'est pas une marchandise" ou "la culture n'est pas qu'une marchandise. "

Notre époque patauge dans la confusion. Les mots de l'économie libérale envahissent notre quotidien. Ainsi, on "investit" dans un costume, une télé ou une voiture, alors que ce sont des biens périssables qui ne rapporteront pas la moindre plus-value. On parle du marché du travail, alors que le travail n'est pas une marchandise, et les travailleurs encore moins. On affirme qu'on gère une mairie comme une entreprise.

Au long du conflit des intermittents, nombre d'entre nous ont développé un argument efficace et souvent repris dans les débats : Notre poids économique. Comment contester que le secteur de la culture représente une activité économique importante : emplois directs, emplois induits, développement du tourisme dans les villes festivalières, etc... Comment ne pas voir que nos spectacles sont vendus, qu'il y a de l'argent qui circule, que les aspects financiers de la production d'un spectacle sont déterminants. Sans doute, cette prise de conscience nous a rassurés, a battu en brèche l'image de saltimbanques qui nous colle encore à la peau.

Mais brandir l'argument économique recèle un danger : On risque d'oublier la différence essentielle qu'il y a entre la notion de service public, de droit à la culture pour tous, et la logique libérale de nécessité de profit. Doit-on gérer la culture comme une école ou comme une PME ?

Nous vivons dans une société de marché, nous avons besoin d'argent pour vivre et créer, mais l'art ne peut pas et ne doit pas obéir aux lois du marché. Aucun progressiste ne conteste la nécessité de non-rentabilité de l'école, de l'hôpital, de la police, des services publics en général. Utiliser l'argument économique en premier reviendrait à abdiquer la notion d'utilité publique de nos métiers. La question de fond est celle ci : la société a-t-elle besoin de nous, et est-elle prête à dépenser de l'argent pour que vivent l'art et les artistes, comme elle en dépense pour sa police, son armée, ses profs et ses médecins. Le dérapage est toujours possible, il est même en cours. Il y a déjà une médecine pour riches, un marché juteux de la santé, des collèges privés aux résultats fantastiques, des milices privées pour quartiers résidentiels, le monde tout-libéral avance. Et une partie de nos métiers y goûte déjà. Les industries culturelles sont très rentables. Et certains d'entre nous rêvent sans doute encore "d'être signés" par une major, comme on dit maintenant.

La question n'est pas de savoir si nous sommes, nous et nos productions, des marchandises mais si nous obéissons aux lois du marché, "un marché où la concurrence est libre et non faussée." (projet de constitution européenne) Nos compagnies sont subventionnées, les salles qui nous accueillent sont municipales et financées par diverses institutions publiques, nos revenus proviennent pour l'instant en grande partie des Assedics, bref, la concurrence n'est pas libre et non faussée. Si nous évoluions dans un environnement 100% privé, le prix du billet d'entrée à nos spectacles ne couvrirait pas le dixième de ce qu'ils coûtent. Sans parler des musées, des spectacles gratuits, des productions de la télévision publique...

Mais nous devons sortir de ce débat simpliste : Oui, nous avons affaire au marché, nous en dépendons en partie. Tout est question de proportion. L'enjeu est là. Il y a sans doute un seuil au-delà duquel nous disparaissions. Tendanciellement, l'époque est au recul du financement public de l'art, on veut nous pousser vers l'économie de marché, offre et demande, rentabilité... Avec quelques exceptions prestigieuses que l'état préservera, combien de temps encore ?

Enfin, ne pas oublier que s'il est certain que la marchandisation de l'art est dangereuse, sa prise en charge intégrale par l'état peut l'être aussi : Bureaucratie, instrumentalisation, contrôle... La réelle liberté de création sera toujours une utopie. À nous d'être lucides, et vigilants.

Jean Tricot